

« Nous passons maintenant à l'édification de l'ordre socialiste ». Telles furent les paroles que Lénine prononça devant le Congrès des soviets, le soir du 26 octobre 1917. Pour la première fois dans l'Histoire, des hommes, les bolcheviks, se fixaient pour objectif pratique de faire sortir l'humanité de sa « préhistoire », de la mener « du royaume de la nécessité dans celui de la liberté ». Face à cette gigantesque tâche, née de la victoire de l'insurrection, ils allaient devoir forger seuls de nouveaux instruments de lutte. Aucun théoricien du marxisme n'avait jamais précisé quel serait le contenu de la société de transition du capitalisme au socialisme, en général ou dans un pays donné. La voie et les moyens de l'édification de l'« ordre socialiste » restaient à découvrir concrètement. Lénine et Trotsky, aussi bien que Rosa, en étaient pleinement conscients[1].

La complexité des problèmes que les bolcheviks allaient devoir résoudre était d'autant plus grande que, selon l'expression de Trotsky, « l'écheveau de l'histoire s'était déroulé par le mauvais bout ». La première révolution socialiste avait triomphé dans un pays économiquement et culturellement arriéré. La guerre civile allait ramener encore en arrière les forces productives que l'Etat prolétarien pouvait mettre au service de l'édification socialiste. Par rapport au modèle classique (tel que Marx l'esquisse dans le programme de Gotha) où le passage au socialisme était entrepris sur la base d'un très haut niveau de développement des forces productives, legs de la société bourgeoise, le décalage était tragique. Le jeune Etat soviétique allait devoir réaliser les tâches que la bourgeoisie russe s'était révélée incapable d'accomplir. Il allait devoir préserver son caractère socialiste sans disposer encore de la base matérielle du socialisme.

Durant les premières années de la République soviétique, les bolcheviks ne virent qu'une issue possible à cette situation mortellement dangereuse : le triomphe de la révolution dans un ou plusieurs pays capitalistes avancés. Lui seul pourrait permettre au premier Etat ouvrier de survivre et de rattraper son retard grâce à l'instauration d'un système de coopération et de planification socialiste à l'échelle Internationale. Sans cette extension de la révolution, l'économie étatisée de l'U.R.S.S. ne pourrait manquer d'être étouffée par les forces incomparablement plus développées du marché capitaliste mondial.

En attendant la victoire de la révolution en Europe occidentale et en la préparant par tous les moyens, les bolcheviks durent faire face à l'impératif absolu que constituait la défense de la révolution contre les armées blanches et l'Intervention étrangère. Le « communisme de guerre » répondait à la nécessité d'orienter toute la vie économique vers le ravitaillement et l'équipement de l'armée rouge et des travailleurs des villes.

Comme le souligne Deutscher, la répartition par l'Etat des ressources et des produits, la suppression du marché, la disparition de la monnaie, l'égalisation des conditions de vie dans une situation d'extrême pénurie, n'étaient pas la réalisation du programme communiste, elles n'en étaient que la tragique caricature.

En 1921, au Xe Congrès du P.C. (b), Lénine déclara :

« Nous n'avions aucune autre issue en dehors de l'application maximum du monopole immédiat allant jusqu'à la réquisition de tous les excédents et même sans la moindre compensation. Nous ne pouvions pas agir autrement. Ce n'était pas là un système économique cohérent. C'était une mesure provoquée non pas par des facteurs économiques mais dicté dans une large mesure par les conditions militaires »[2].

La décomposition de l'économie russe sous le régime du communisme de guerre, le retard de la révolution européenne contraindront les bolcheviks à une révision fondamentale de leurs perspectives. Du 8 au 16 mars 1921, le Xe Congrès du Parti décidera le passage à la N.E.P dont Trotsky allait être le plus clairvoyant théoricien.

## I. Du communisme de guerre à la NEP

### La fin du communisme de guerre

Dès le début de 1920, Trotsky demanda l'abandon des pratiques du communisme de guerre qui menaient l'économie russe à l'asphyxie. « De l'Oural – écrit-il – je revins avec une provision considérable d'observations économiques qui, toutes, pouvaient se résumer dans une seule conclusion générale : Il fallait renoncer au communisme de guerre. Par la pratique, j'avais vu clairement que les méthodes du communisme de guerre qui nous avaient été imposées par toutes les circonstances de la guerre civile, s'étaient épuisées d'elles-mêmes et que pour le relèvement de l'économie, il était indispensable de réintroduire à tout prix l'élément de l'intérêt individuel, c'est-à-dire de rétablir à tel ou tel degré le marché Intérieur. Je présentai au comité central un projet d'après lequel on devait substituer à la répartition forcée du ravitaillement un impôt sur les céréales et la faculté des échanges commerciaux [...] Au début de 1920. Lénine se prononça résolument contre cette résolution, laquelle fut rejetée au comité central par onze voix contre quatre. Comme l'a montré la suite, la décision du comité central était erronée[3].

Cette « suite » peut se résumer en quelques chiffres particulièrement éloquentes :

« A la fin de la guerre civile, le revenu national de la Russie n'atteignait pas le tiers de ce qu'il était en 1913, la production industrielle n'atteignait pas le cinquième de son niveau d'avant-guerre, les mines de charbon ne produisaient que le dixième et la métallurgie seulement le quatorzième de leurs productions normales, les chemins de fer étaient détruits, les stocks et réserves étaient complètement épuisés, l'échange des produits entre villes et campagnes ne se faisait plus »[4].

Dans les villes la suppression du marché libre avait provoqué l'apparition d'un marché noir où les prix atteignaient des niveaux records. Affamés, les travailleurs quittaient les usines qui ne fonctionnaient plus pour se réfugier dans les campagnes. En 1921, Moscou et Petrograd ne comptaient plus que la moitié et le tiers de leur ancienne population. Selon les paroles de Boukharine, le prolétariat se « désintégra ».

Le 2 mars 1921 éclate l'insurrection de Cronstadt. Le 8 mars, s'ouvre le Xe Congrès du parti bolchevique qui va adopter une série de mesures préparées par le comité central depuis plusieurs mois et qui reprennent la plupart des revendications économiques mises en avant par les mutins. Le 16 mars, le congrès se sépare. Le 17, l'insurrection est écrasée.

« Le système social socialiste ne doit et ne peut être qu'un produit historique, né à l'école même de l'expérience (...) ». Au lendemain du congrès, les dirigeants du parti, et notamment Trotsky qui depuis un an déjà avait clairement

conscience de la gravité de la situation, surent que le tournant de la N.E.P. avait été pris trop tard et que, face aux tâches gigantesques qu'ils avaient à résoudre, toute erreur aurait d'incalculables conséquences. Huit ans plus tard, le retard pris dans l'industrialisation du pays se paierait, en dépit d'une nouvelle fois des avertissements lancés par Trotsky, au prix du sang des paysans et des travailleurs russes et en définitive, au prix du parti bolchevique lui-même.

## La mise en place de la N.E.P.

« A la veille du Xe congrès - écrivait Trotsky - Lénine formula les premières thèses, très circonspectes, concernant l'adoption d'une nouvelle politique économique. Je me joignis immédiatement à lui. Pour moi ce n'était que la répétition des invites faites par moi-même un an auparavant »[\[5\]](#).

« Une révolution socialiste dans un pays comme le nôtre - explique Lénine devant le Xe congrès - peut finalement l'emporter, mais à deux conditions. D'abord si elle est soutenue au bon moment par une révolution socialiste dans un ou plusieurs pays avancés.. Nous avons fait beaucoup pour réaliser cette condition mais nous sommes encore loin de sa réalisation. L'autre est un compromis entre le prolétariat qui exerce sa dictature ou tient entre ses mains le pouvoir d'Etat et la majorité de la population paysanne [...] »

« Ce n'est pas en s'appuyant directement sur l'enthousiasme mais au moyen de l'enthousiasme engendré par la grande révolution, en faisant jouer l'intérêt personnel, l'avantage personnel, en appliquant le principe du rendement commercial qu'il nous faut d'abord, dans un pays de petits paysans, construire de solides passerelles conduisant au socialisme, en passant par le capitalisme d'Etat »[\[6\]](#).

Les mesures qui caractérisent la N.E.P. répondent à la nécessité de ce compromis avec la majorité paysanne. Elles ont pour but d'amener les paysans à accroître la vente de leurs produits et les commerçants privés à transporter ces produits de la campagne à la ville. Les réquisitions sont supprimées et remplacées par un impôt progressif en nature, le marché libre est établi, l'industrie privée petite et moyenne pourra se développer. Mais tout en effectuant cette retraite forcée devant les principales revendications spontanées de la masse anarchique des petits propriétaires afin de relancer l'essor des forces productives, Lénine montre les dangers de la N.E.P. :

« L'entente est une notion très large qui inclut un certain nombre de mesures et de gradations. Ceux qui entendent par politique des procédés mesquins qui frisent parfois la duperie doivent être résolument condamnés par nous. Il faut corriger leurs erreurs. On ne saurait duper les classes. Il nous faut... poser les questions de front : les intérêts de ces deux classes sont différents, le petit cultivateur ne veut pas ce que veut l'ouvrier »[\[7\]](#).

Si, en mars 1921, Lénine espérait encore contenir ces dangers en restant dans le cadre

d'un système de capitalisme d'Etat limitant l'extension des rapports marchands, les conditions de la récolte de 1921 qui se caractérisent par une explosion des petits échanges marchands le contraignent une nouvelle fois à reconsidérer la situation :

« Au printemps, nous disions que nous ne craindrions pas de revenir au capitalisme d'Etat, et nous envisagions justement la réglementation de l'échange des marchandises... Tout fut adapté, à partir du printemps 1921 en vue de multiplier les échanges. Qu'est-ce que cela signifiait ? Quel est le plan d'édification impliqué, pour ainsi dire, dans cette notion ? On se proposait d'organiser dans l'ensemble du pays l'échange plus ou moins socialiste des produits industriels contre les produits agricoles et de rétablir, grâce à cet échange, la base d'une organisation socialiste. A quoi a-t-on abouti ? A ceci... que l'échange des marchandises a subi un échec : il a échoué en ce sens qu'il a pris la forme de vente et d'achat... Nous devons avouer que la retraite a été insuffisante, qu'il faut la prolonger, qu'il faut se replier plus loin pour passer du capitalisme d'Etat à la mise en œuvre d'une réglementation par l'Etat du commerce et de la circulation monétaire »[\[8\]](#).

Les mots « retraite » et « repli » sont éloquents. Lénine ne cherche pas à embellir ni à théoriser des mesures imposées aux bolcheviks par la situation mais qui vont à rencontre de leurs idéaux socialistes. Cependant il affirme simultanément que la N.E.P. sera le cadre obligé de la construction du socialisme pour une longue période. La contradiction n'est qu'apparente : les nécessités de l'heure ne font pas oublier à Lénine les objectifs stratégiques. Les structures de l'économie soviétique sont telles que la relance de la production ne pourra se produire que si la petite bourgeoisie y est intéressée, donc si elle a la maîtrise de son surplus. Mais parallèlement, cette relance doit être mise au service de l'édification d'une puissante industrie d'Etat, seule base matérielle du socialisme. Les modalités et les rythmes de cette industrialisation seront les grands thèmes du débat qui divisera le parti bolchevique de 1923 à 1928.

## **II. L'industrialisation et la lutte contre la petite bourgeoisie**

La N.E.P. provoqua rapidement une reprise vigoureuse de l'essor des forces productives. Néanmoins cet essor se manifesta de manière extrêmement différenciée. A la campagne, il bénéficia essentiellement aux paysans les plus aisés, disposant de la terre et des moyens nécessaires à une augmentation des récoltes.

Les niveaux de la période d'avant-guerre purent être rapidement rattrapés. Dans l'industrie, ce rattrapage fut plus lent. De plus, il se caractérisa par une croissance plus rapide de l'industrie légère que de l'industrie lourde et par un dynamisme de l'industrie d'Etat moindre que celui du petit artisanat et de l'industrie privée.

## Le renforcement des koulaks et des « nepmen »

La restauration du marché libre constitua un puissant stimulant à l'augmentation de la production agricole. N'ayant plus à craindre la réquisition de leurs excédents, les paysans cessèrent de limiter volontairement leurs récoltes au minimum nécessaire à la satisfaction de leurs besoins. Tout au contraire ceux qui avaient la possibilité de le faire développèrent leur production afin de pouvoir se procurer sur le marché une plus grande quantité de produits industriels en échange de leurs surplus. Dès 1922, la récolte de blé atteindra les 3/4 du niveau d'avant-guerre.

La paysannerie cependant ne constituait pas une couche sociale homogène et les différenciations qui la caractérisaient ne vont cesser de s'accroître durant la N.E.P. Par le simple jeu des lois du marché, les paysans aisés disposant des exploitations les plus importantes, des terres les plus fertiles et des moyens techniques permettant leur mise en valeur, vont accroître leur part relative dans l'agriculture et dans le volume total des produits agricoles apportés sur le marché. En 1925, on estime que 3 à 4% de koulaks possèdent la moitié des terres ensemencées, 60% des machines et assurent les 2/3 des livraisons au marché.

Inversement un nombre croissant des paysans pauvres vont devoir, pour subsister, louer (illégalement) leurs terres aux koulaks et s'embaucher comme salariés sur les exploitations les plus riches :

« La différenciation sociale ne cesse de grandir dans les campagnes où la puissance du koulak se manifeste dans un processus ininterrompu de concentration des terres. En 1925-26, 15 millions d'hectares sont loués contre 7,7 en 1924-25, presque tous par des koulaks. Le paysan pauvre se fait embaucher comme journalier ou comme fermier et continue de payer à l'usurier des sommes quatre fois supérieures à celles qu'il doit au fisc. Dans certaines régions ce processus est particulièrement marqué : en Ukraine 45% des paysans n'ont pas de chevaux et 35% pas de vaches. La direction des coopératives appartient de moins en moins aux paysans pauvres et de plus en plus aux koulaks qui y représentent 6% des éléments dirigeants. Les 22.000 exploitations collectives ne sont qu'une goutte d'eau face aux 30 à 40 millions d'exploitations individuelles et même à la masse des 2.160.000 prolétaires agricoles employée à la date d'août 1926 sur les exploitations koulaks employant plus de 10 salariés »[\[9\]](#).

De même l'accumulation privée se développe dans les villes, « l'insuffisance de l'industrie se traduit par ce que l'on appelle la « disette de produits ». L'Académie communiste considère qu'en 1926, elle se monte à plus de 400 millions de roubles de produits industriels que le marché serait, toutes conditions égales, capable d'absorber. Elle explique la survivance et les progrès du capital privé dont la part dans la production est évaluée selon les sources entre 4% et 10%. Il y a 20.000 ouvriers dans l'industrie privée à Moscou même, 620.000 dans toute l'Ukraine. C'est le capital privé qui domine le marché intérieur sur lequel il prélève sa lourde dîme. Son chiffre d'affaires, à Moscou, est égal à celui des coopératives. Pour tout le pays il atteint plus de 7 milliards et demi par an, pour un chiffre d'affaires global du commerce du pays de 31 milliards »[\[10\]](#).

## La nécessité de l'industrialisation

Dès 1922, Trotsky dénoncera la montée des koulaks et des nepmen et mettra en garde contre les risques auxquels une N.E.P. qui ne s'accompagnerait pas d'un rapide essor de l'industrie d'Etat exposerait la dictature du prolétariat.

Durant les trois premières années de la N.E.P., l'essor de l'agriculture avait été plus rapide que celui de l'industrie alors même que cette dernière partait de plus bas par rapport aux niveaux d'avant-guerre. De ce fait, la reprise de la demande sur le marché ne s'était pas accompagnée d'une reprise suffisante de l'offre de produits de consommation industriels. Ce déséquilibre entraîna une forte augmentation des prix industriels et une détérioration des termes de l'échange entre l'industrie et l'agriculture au détriment de la paysannerie.

Dans son rapport au XIIe congrès en 1923, Trotsky qualifia ce phénomène de crise des « ciseaux ». Les courbes de prix industriels et agricoles après s'être recoupées à l'automne 1922 ne cessaient de s'écarter. A la fin de l'été 1923, les prix industriels atteignaient 180 à 190% de ceux d'avant-guerre alors que les prix agricoles avaient diminué de moitié par rapport à la même période. Cette évolution – expliqua Trotsky – menaçait de rompre l'alliance du prolétariat et de la paysannerie. Pour éviter cette rupture, il fallait accélérer le développement de l'industrie accroître fortement sa productivité afin de lui permettre ultérieurement d'abaisser ses prix.

La « grève des achats » de produits industriels par la paysannerie en 1923 illustra les paroles de Lénine : « Le petit cultivateur ne veut pas ce que veut l'ouvrier. » Elle confirma que c'était avec l'étalon de ses intérêts économiques étroits que le paysan mesurait l'utilité et le résultat de ses alliances. Il savait que la dictature du prolétariat constituait une garantie contre le retour des seigneurs et il était prêt à la soutenir tant qu'elle lui assurerait des conditions d'existence meilleures que celles qu'il avait connues sous l'ancien régime. Mais il n'accroîtrait sa production que dans la mesure où il pourrait obtenir des produits Industriels en échange de ses produits agricoles.

La gravité de ce problème était d'autant plus grande que les koulaks ne cessaient de concentrer entre leurs mains les surplus de céréales et acquéraient ainsi la possibilité de s'opposer directement à la réalisation des objectifs socialistes. Dans la mesure où ils fournissaient la quasi-totalité des excédents exportables, il leur suffisait de réduire leur production ou leurs livraisons pour que l'Etat soviétique soit contraint de renoncer à l'importation des machines et des biens d'équipement qui faisaient si cruellement défaut à l'industrie soviétique.

Les koulaks devenaient ainsi détenteurs d'un puissant instrument de chantage contre l'Etat ouvrier en étant en mesure d'influer sur le rythme de l'accumulation et de l'industrialisation. Alors que la grève des achats de 1923 avait été largement provoquée par le niveau exorbitant des prix industriels, la grève des livraisons de 1925 marqua la volonté des koulaks d'imposer un certain rapport de forces à l'Etat ouvrier afin d'obtenir la satisfaction de leurs exigences propres.

En l'absence d'une industrialisation à un rythme rapide, les impératifs de l'enrichissement individuel des koulaks ne pouvaient manquer de les amener à s'opposer de plus en plus consciemment et avec une force croissante aux conquêtes d'Octobre et en premier lieu au monopole d'Etat du commerce extérieur. Le paysan riche en effet ne comparait pas seulement ses conditions d'existence à celles qu'ils avaient connues sous l'ancien régime mais aussi à celles que lui assurerait la possibilité de vendre et d'acheter librement sur le

marché mondial. Dans la mesure où l'Etat soviétique se révélait incapable de lui assurer des conditions aussi avantageuses pour l'échange de ses sur-plus contre des produits industriels, il était inéluctable que le koulak cherchât à imposer l'abrogation de ce monopole, ce qui aurait inévitablement conduit à la régression et à l'asphyxie de l'industrie soviétique.

De la même manière, le renforcement du poids économique des koulaks s'accompagna d'une offensive de plus en plus déterminée contre les limitations imposées à l'accumulation privée et contre certaines dispositions de la législation nouvelle en matière sociale. « Cette petite bourgeoisie rurale en plein développement – écrit P. Broué – ne limite pas ses ambitions à la sphère immédiate de ses intérêts personnels. Elle exerce sa pression dans les soviets et même dans le parti pour être défendue contre les unions de paysans pauvres ou les syndicats qui ne comptent pas plus de 20% des ouvriers agricoles, intervient ouvertement contre la législation soviétique nouvelle, réclame que le mariage enregistré soit avantagé par rapport à l'union libre, proteste contre les droits des femmes accordés par le code, réclame la défense de sa propriété par des mesures draconiennes, comme la peine de mort pour les voleurs de chevaux, qu'elle applique parfois d'ailleurs, sommairement »[\[11\]](#).

L'accélération du rythme de l'industrialisation telle que la proposait Trotsky avait donc pour but de limiter les tensions entre la classe ouvrière et la paysannerie riche. Mais surtout, elle se fixait pour objectif de limiter la puissance que les koulaks pouvaient tourner contre l'Etat ouvrier et de préparer leur élimination en créant les prémices matérielles nécessaires à une collectivisation progressive de l'agriculture. « La seule base matérielle du socialisme ne peut être que la grosse industrie mécanique capable de réorganiser l'agriculture », écrivait Lénine. « Le renouvellement socialiste de l'agriculture – écrit Trotsky en 1925 – ne se fera naturellement pas par les coopératives considérées comme forme neuve d'organisation mais au moyen des coopératives appuyées sur l'industrialisation générale. C'est-à-dire que le progrès technique et socialiste de l'agriculture ne peut pas être séparé d'une prédominance croissante de l'Industrie dans l'économie générale du pays »[\[12\]](#).

## Les sources de l'industrialisation

« A la question : « Où trouver les ressources indispensables pour résoudre plus énergiquement, à la manière révolutionnaire, les tâches d'une réelle Industrialisation, pour accentuer le développement culturel des masses d'où découlent les destinées de la dictature socialiste ? », l'opposition répond : « La source principale pour trouver les fonds indispensables est une nouvelle répartition du revenu national, une utilisation rationnelle du budget, des crédits, des prix. Une juste utilisation des rapports avec l'économie mondiale doit nous fournir les ressources supplémentaires »[\[13\]](#).

Préobrajensky avait estimé que l'accumulation privée réalisée par les nepmen, commerçants et trafiquants privés des villes s'était élevée à quelque 500 millions de roubles-or pendant les années 1923-25. De plus l'opposition de gauche avait exposé très tôt le mécanisme par lequel se réalisait une concentration croissante du surplus agricole entre les mains des koulaks. Ces deux surplus étaient donc détournés au profit d'intérêts privés, hostiles à l'Etat ouvrier et venaient en déduction des ressources qui pouvaient être consacrées à

l'accumulation dans l'industrie socialiste.

Dans « La Nouvelle Economique », écrite en 1925-26 par Préobrajensky, l'un des plus brillants économistes du parti bolchevique, se trouve le premier exposé systématique du mécanisme grâce auquel peut se réaliser l'industrialisation d'un pays arriéré à dominante agricole. Il y montre que l'industrie étatisée ne saurait trouver en son propre sein les ressources indispensables à l'accélération de sa croissance en raison du faible niveau de sa productivité. Il est donc nécessaire d'imposer un échange inégal entre cette dernière et le secteur libre de l'économie, notamment l'agriculture. L'industrie socialiste doit « exploiter l'agriculture, au sens marxiste du terme, c'est-à-dire bénéficier d'un transfert de valeur à son détriment.

Trotsky ne reprendra pas à son compte l'intégralité des thèses de Préobrajensky. Mais il s'opposera à partir de 1923 à la politique consistant à rechercher un renforcement de l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie au moyen de l'augmentation des prix agricoles, ce qui aurait abouti à accroître l'exploitation » de l'industrie par l'agriculture. Il proposera au contraire de résoudre la crise des « ciseaux » en diminuant à terme les prix des produits industriels, mais en les diminuant moins que n'augmenterait la productivité de l'industrie, de manière tout à la fois à améliorer les termes de l'échange en faveur de l'agriculture et à accroître les ressources d'accumulation engendrées par l'industrie elle-même.

Trotsky précisa toujours qu'il ne fallait pas développer l'inégalité des échanges entre le secteur socialiste et l'agriculture au point où le paysan se sentirait lésé par rapport aux termes d'échange connus avant la révolution. Compte tenu de la faible productivité de l'industrie socialiste le transfert réalisé en vendant les produits Industriels au-dessus de leur valeur était une source indispensable de l'accumulation dans l'industrie mais ne devait pas se traduire par des sacrifices socialement insupportables pour la paysannerie.

Cet aspect fondamental de la politique préconisée par Trotsky n'empêcha pas les contorsions staliniennes ultérieures visant à le présenter comme l'ennemi juré de la paysannerie et le fossoyeur de son alliance avec le prolétariat. Qualifiant de « monstrueuses » les thèses défendues par Trotsky, Préobrajensky et l'opposition de gauche, Boukharine défendit de 1924 à 1928 une politique fondée sur l'amélioration à tout prix des termes de l'échange entre l'industrie et l'agriculture au profit de cette dernière. Ainsi seraient augmentés les revenus réels des paysans et donc leurs achats de produits industriels en même temps que leur épargne accrue, collectée par le système bancaire d'Etat, viendrait financer l'industrialisation. Le cercle vicieux serait ainsi rompu permettant le passage au socialisme sans larmes :

« Tant que nous sommes en haillons... le koulak peut nous vaincre économiquement. Mais il ne le fera pas si nous lui permettons de déposer ses économies dans nos banques. Nous l'aiderons, mais il nous aidera aussi. Et pour finir, le petit-fils du koulak nous sera reconnaissant d'avoir traité ainsi son grand-père »[\[14\]](#).

Boukharine en concluait évidemment que le rythme de l'industrialisation serait fort lent, que le passage au socialisme devrait se faire « à pas de tortue », le secteur d'Etat traînant derrière lui la lourde charrette de la paysannerie russe.



Le mécanisme de cette conception réformiste d'un nouveau genre entraîna Boukharine à des conclusions que Staline dut désavouer du bout des lèvres. Ainsi le 17 avril 1925, Boukharine déclara :

« Aux paysans, à tous les paysans, nous devons dire : enrichissez-vous, développez vos fermes et ne craignez pas que la contrainte s'exerce sur vous. Aussi paradoxal que cela puisse paraître nous devons développer la ferme aisée pour aider les paysans pauvres et moyens »[\[15\]](#).

Ces disciples iront plus loin encore, tel Steltsky qui préconisera quelques années plus tard de satisfaire une revendication essentielle des koulaks en abrogeant le monopole d'Etat du commerce extérieur

## **L'échec du cours droitier et la collectivisation forcée**

Pendant toute cette période, l'opposition de gauche lia ses propositions de politique économique à une accentuation de la lutte des classes dans les campagnes. Lorsque Trotsky proposa d'éponger par une politique fiscale et une politique des prix appropriés les surplus restant entre les mains des koulaks, il visait tout à la fois à diminuer la puissance qu'ils pouvaient tourner contre l'Etat ouvrier et à dégager les moyens permettant d'améliorer substantiellement la situation des paysans pauvres.

L'accélération de l'industrialisation devait permettre non seulement de fournir à la paysannerie un volume accru de biens de consommation industriels mais aussi, en liaison avec une juste politique du budget et du crédit, d'approvisionner les coopératives de paysans pauvres en engrais et en matériel agricole. Le plus grand dynamisme du secteur coopératif, l'effet d'attraction exercé par la croissance rapide de sa productivité et donc des niveaux de vie auraient permis de limiter le processus de différenciation sociale et d'en renverser le cours. L'augmentation de la part du marché approvisionné par les coopératives aurait réduit la vulnérabilité de l'Etat ouvrier au chantage des koulaks en assurant une base solide à sa politique du commerce extérieur. Les conditions d'un passage progressif à une saine collectivisation de l'agriculture se seraient ainsi trouvées peu à peu réunies.

La conception boukharinienne ne reposait pas sur une analyse des origines de la différenciation sociale dans l'agriculture et négligeait de prendre en considération les intérêts respectifs de la classe ouvrière et des diverses couches de la paysannerie. Elle ne pouvait donc tenir compte du fait que l'enrichissement des koulaks se manifesterait non par une augmentation de leurs dépôts dans les banques d'Etat, qui les auraient affectés à l'accumulation industrielle, mais sous la forme d'une accumulation privée incessante, enclenchant un processus ininterrompu de concentration des exploitations et des surplus agricoles.

La XIVe conférence du parti en avril 1925 vota des mesures plus libérales pour les exploitations agricoles et le commerce privé, se prononça en faveur d'une réduction des taxes sur les produits agricoles, pour la liberté du fermage et de l'emploi de la main-d'œuvre agricole. Ces décisions - écrit Deutscher - « étaient nettement marquées par l'influence de l'école boukharinienne ».

Cependant, alors même que les récoltes sont excellentes, les livraisons vont baisser de

moitié en trois ans. En 1927, face à cette situation Imprévue, malgré les avertissements de l'opposition, la direction Staline-Boukharine va hésiter, louvoyer. En février 1928, La Pravda titrera « le koulak relève la tête », à la suite des heurts intervenus entre collecteurs et paysans riches qui réclament la hausse du prix du blé. Mais le Comité central d'avril reviendra sur les mesures d'exception prises contre les stockeurs et en juillet le prix du blé sera augmenté de 20%.

Tous les facteurs qui allaient précipiter le cours des événements au cours des années suivantes sont déjà présents à ce moment dans les termes prévus par l'opposition. Le passage à la collectivisation accélérée de l'agriculture et à la « destruction du koulak en tant que classe » se soldera par la disparition en cinq ans de 55% des chevaux, 40% des bêtes à cornes, 55% des porcs, 60% des moutons et l'apparition d'une crise agricole chronique dont l'URSS ressentira les effets jusqu'aux années 1960. Il faudra attendre le Comité Central de septembre 1953 du P.C.U.S. pour que les épigones redécouvrent qu'une saine collectivisation de l'agriculture doit avant tout se fonder sur l'association volontaire des paysans, facilitée par des moyens techniques abondants et perfectionnés ».

Alors que Trotsky et l'opposition avaient expliqué que le financement de l'industrialisation ne devrait jamais se traduire par une détérioration des conditions d'existence de la paysannerie, le tournant vers la collectivisation forcée, nécessaire à l'industrialisation précipitée décrétée par Staline, allait lui infliger des sacrifices inouïs. Les post-staliniens le reconnaîtront eux-mêmes en admettant que la différence énorme entre le prix de revient des produits agricoles et le prix payé par l'Etat aux khoikoziens, entre le prix de revient des produits industriels et le prix réclamé pour ces produits par l'Etat, constitua effectivement la source financière essentielle de l'accumulation en U.R.S.S. durant la période des premiers plans quinquennaux.

### **III. L'industrialisation et la lutte contre la dégénérescence bureaucratique**

Alors même que la N.E.P., en l'absence d'une industrialisation rapide, voyait un renforcement de la situation des « nepmen » et des koulaks, la classe ouvrière russe, épuisée par la guerre civile et les difficultés économiques, désappointée par le recul général de la révolution mondiale, battait en retraite.

Après l'exode des travailleurs affamés vers les campagnes durant la période du communisme de guerre, la mise en œuvre de la N.E.P. et la reprise de la croissance industrielle reconstituèrent les rangs de la classe ouvrière dans les villes. Numériquement cependant, ce processus conserva un rythme relativement lent. De plus les nouveaux venus dans les usines étalent d'extraction paysanne récente et n'avaient pas les traditions ni l'expérience du prolétariat révolutionnaire d'Octobre 1917. Enfin la fraction de l'avant-garde ouvrière qui n'avait pas succombé durant la guerre civile se dissolvait dans la formidable machine administrative dont les diverses ramifications croissaient et se multipliaient.

Dans cette situation caractérisée par l'isolement de la révolution dans un pays arriéré, le poids du passé et de l'entourage capitaliste, le manque de culture et de qualification technique des masses laborieuses, le nombre réduit et le poids spécifique insuffisant du prolétariat dans la population, les risques de dégénérescence bureaucratique

apparaissaient clairement aux yeux de Lénine et de Trotsky.

Le parti pouvait alors réagir contre cet état de choses en élargissant les bases démocratiques du pouvoir, en faisant participer en nombre croissant les ouvriers au pouvoir, en approfondissant la liberté de discussion et de critique dans le parti et les soviets, en menant enfin une politique économique qui accélère l'industrialisation et augmente le poids des ouvriers dans le pays.

C'est dans ce sens que Lénine se prononça de toutes les forces qui lui restaient. C'est dans ce sens que se prononcèrent Trotsky et l'opposition de gauche, dès 1923, dans la série d'articles connue sous le nom de « Cours nouveau ». Dans la lutte menée à partir de 1923, les deux mots d'ordre centraux de l'opposition : industrialisation selon un plan et démocratie prolétarienne apparaissent organiquement liés.

## **Industrialisation et démocratie prolétarienne**

L'accélération de l'industrialisation en Russie devait permettre en premier lieu d'affaiblir les koulaks et les « nepmen » en préparant les conditions matérielles nécessaires à la collectivisation de l'agriculture et à la suppression du commerce privé. Elle devait donc permettre par contrecoup d'affaiblir la bureaucratie en ruinant son alliance avec ces couches sociales. Enfin elle devait également renforcer l'avant-garde en développant le poids numérique et social de la classe ouvrière dans la société russe.

Mais en même temps un vaste élargissement de la démocratie ouvrière était indispensable au succès de l'industrialisation accélérée. L'arriération culturelle de la classe au nom de laquelle était exercée la dictature ne pouvait avoir pour conséquence que l'apparition d'une caste de spécialistes et d'administrateurs, détenteurs d'un certain nombre de privilèges matériels et soucieux de les accroître. Faute d'un élargissement progressif du champ d'application de la démocratie prolétarienne, le nombre de ces éléments privilégiés ne pouvait manquer d'augmenter rapidement ainsi, par conséquent, que le volume de leur consommation et donc la partie du revenu national affectée à des emplois improductifs.

« En 1927, les statistiques révèlent qu'en face de 2.766.136 ouvriers et employés de l'industrie, les administrations emploient 2.076.977 employés et fonctionnaires. Une lettre de Rykov à Staline le 16 août 1926 évalue à deux milliards de roubles les dépenses administratives de fonctionnement et à 3 ou 400 millions les économies immédiatement réalisables »[\[16\]](#).

Elargir le domaine de la démocratie prolétarienne aurait donc permis en premier lieu d'accroître le fonds d'accumulation industriel. Mais surtout le libre jeu de cette démocratie était indispensable pour que le prolétariat comprenne et accepte la nécessité des sacrifices que la construction d'une puissante industrie socialiste ne pouvait que lui imposer. Dès octobre 1922, devant le congrès des Komsomols, Trotsky posa clairement le problème :

« C'est un pays ruiné que nous avons pris en main. Le prolétariat, la classe dirigeante de notre pays, est contraint de se lancer dans une période qu'on peut appeler celle de l'accumulation socialiste primitive. Nous ne pouvons nous contenter de notre équipement industriel d'avant 1914. Il a été détruit et doit

être reconstruit pièce à pièce au prix d'un effort colossal de la part des travailleurs. »

Dans l'esprit de Trotsky, cet « effort colossal » ne pourrait être supporté à la longue que dans la mesure où il serait lié à une augmentation réelle, fût-elle lente et restreinte, du niveau de vie des travailleurs et à leur participation démocratique à l'élaboration et à l'application du Plan. C'est pourquoi, en avril 1923 il proposa au XIIe congrès du parti bolchevique, la réalisation de strictes économies dans l'administration politique et économique du pays, en réduisant fortement l'appareil bureaucratique et en faisant participer au contrôle et à la gestion de l'industrie les ouvriers du rang démocratiquement organisés.

Ultérieurement l'expérience des premiers plans quinquennaux confirmera que la démocratie prolétarienne n'est pas seulement nécessaire en tant que stimulant économique, mais aussi et surtout en tant que condition du développement équilibré de l'économie. Si elle n'est pas frappée au centre de ses pouvoirs, : l'administration de la grande industrie, la bureaucratie oriente le développement économique selon ses intérêts propres et selon ses méthodes, d'après des critères d'utilité distincts de ceux des masses. La sphère d'application de la démocratie prolétarienne ne doit donc pas se limiter au cadre de l'entreprise mais s'étendre, comme le préconise Trotsky, à celui des décisions de caractère national : taux d'accumulation, croissance comparée des industries de biens d'équipement et de consommation et en général à tous les stades de l'activité de l'Etat.

S'il n'en est pas ainsi les gaspillages inhérents à la gestion bureaucratique ne peuvent que s'accroître démesurément. Ainsi si la bureaucratie tente d'imposer un rythme d'accumulation excessif qui provoque une stagnation des salaires réels et une amélioration insuffisante des conditions d'existence des travailleurs les conséquences en seront doublement néfastes. D'une part la productivité du travail croîtra moins vite qu'avec une amélioration plus soutenue du niveau de vie. D'autre part, pour s'opposer à la résistance passive ou active de la classe, la bureaucratie sera contrainte de se renforcer elle-même tant dans ses aspects administratifs que dans ses aspects purement policiers. Les deux phénomènes joueront dans le même sens : une diminution du rythme de l'industrialisation, à l'inverse du but recherché par une politique consistant à réaliser un taux d'accumulation maximal.

Staline et Boukharine avalent qualifié Trotsky de « super-industrialisateur ». Cependant avec le tournant vers l'industrialisation précipitée et la mise en œuvre des premiers plans quinquennaux, les sacrifices imposés aux travailleurs soviétiques au nom de l'accumulation furent sans commune mesure avec ceux dont Trotsky avait montré la nécessité. La pénurie de biens de consommation industriels, conséquence d'une priorité excessive accordée à l'industrie lourde, se conjugua aux méthodes les plus répressives (du stakhanovisme aux camps de travail), à la destruction des derniers droits politiques ouvriers issus de la révolution d'Octobre, à l'établissement de la toute-puissance du directeur dans l'entreprise et au développement accéléré de l'inégalité au sein de la classe ouvrière.

## **Industrialisation et extension internationale de la révolution**

Pour Trotsky, la question de la bureaucratie était fondamentalement une question de rapport de forces entre les classes à l'échelle non seulement nationale, mais aussi

internationale.

C'est pourquoi il défendit une stratégie combinée de renforcement du prolétariat, de son poids économique, politique et subjectif dans la société par le passage à une politique d'industrialisation d'une part, par l'aide aux Partis communistes des pays avancés d'autre part afin que ceux-ci guident la classe ouvrière de leur pays vers la victoire de la révolution socialiste. Seul en définitive l'élargissement de la base de la révolution, en apportant à la classe ouvrière épuisée et démoralisée de l'URSS l'appui du prolétariat des pays avancés pouvait empêcher une victoire des forces bureaucratiques.

Dès le début, Trotsky s'opposa aux thèses complémentaires de Boukharine et de Staline sur la stabilisation du capitalisme pour une longue période et la possibilité d'achever la construction socialisme dans un seul pays. Ces thèses constituaient le paravent idéologique d'une tendance fondamentale de la bureaucratie et des forces droitières sur lesquelles elle s'appuyait contre l'avant-garde prolétarienne : l'instauration d'un statu quo à l'échelle mondiale, indispensable à la consolidation et à l'extension de leurs privilèges menacés par la « théorie trotskyste » de la révolution permanente et le spectre d'un nouvel essor des luttes de classe au niveau national et international

Pendant toute cette période, Trotsky et l'opposition de gauche défendirent la nécessité pour l'Internationale communiste de s'inspirer des leçons de la révolution d'Octobre, d'aider les partis frères à remporter la victoire dans leurs pays et combattirent de toutes leurs forces le comité anglo-russe et l'alliance sans principes avec Tchang Kaï-Chek.

De la même manière, Trotsky et l'opposition s'attaquèrent aux conséquences des thèses staliniennes sur le sens de la politique économique à mettre en œuvre en Russie même. Personne n'avait évidemment nié auparavant qu'il était nécessaire d'entamer les tâches de l'édification socialiste dans le cadre de la Russie isolée. Mais personne, du vivant de Lénine, n'aurait osé affirmer qu'il était possible de les achever sans extension de la révolution dans les pays capitalistes avancés. La lutte de Trotsky contre la théorie du socialisme dans un seul pays qui pouvait sembler n'avoir qu'un caractère doctrinaire et abstrait se révéla au contraire être fondamentale, non seulement à cause des implications internationales de cette théorie mais aussi à cause de ses implications intérieures qui déforment et faussent le sens et l'orientation à donner à la reconstruction socialiste dans un seul pays en attendant le triomphe de la révolution mondiale.

Cette perversion stalinienne du plus élémentaire des principes du bolchevisme devait en effet nécessairement s'accompagner d'une conception du développement économique de la Russie sur une base autarcique, sans que l'économie russe bénéficie des avantages de la division internationale du travail réalisée au sein du système capitaliste. La théorie d'un développement graduel, constant, en vase clos, sur la base des ressources propres de l'U.R.S.S. vers le socialisme achevé et même vers le communisme se trouva donc en réalité à l'origine d'un gaspillage considérable des ressources d'accumulation.

Se situant dans l'optique de l'extension de la révolution aux pays avancés, Trotsky proposa de guider la politique du commerce extérieur selon un système de « coefficients comparatifs » permettant de déterminer les produits dont la Russie avait intérêt à développer la production au-delà de ses besoins propres afin, en les exportant, de pouvoir se procurer sur le marché mondial les biens qui lui étaient indispensables. « Luttant contre un esprit national obtus à l'égard des problèmes économiques (« l'Indépendance » par un isolement où l'on est maître de son sort) – écrit Trotsky – je proposai l'élaboration d'un système de coefficients comparatifs, concernant notre économie et l'économie mondiale.

Le problème se posait par suite de la nécessité de s'orienter correctement sur le marché mondial, ce qui devait servir à résoudre les questions de l'Importation, de l'exportation et de la politique des concessions. Dans le fond, le problème des coefficients relatifs, posé si l'on avouait la prépondérance des forces productives mondiales sur toute production nationale, Indiquait que j'engageai une campagne contre la théorie réactionnaire du socialisme dans un seul pays »[\[17\]](#).

« Trotsky expliqua – rappelle Deutscher – que l'U.R.S.S. devait s'efforcer de rattraper l'Occident mais qu'elle ne devait pas chercher à s'en isoler [...] Le monopole du commerce extérieur ne devait pas avoir pour but et pour effet de couper l'industrie socialiste de l'économie mondiale, mais au contraire de lui permettre de nouer avec elle des liens étroits et multiples. Certes le « marché mondial » ferait pression sur l'économie socialiste russe et la soumettrait à de dures et même dangereuses épreuves. Mais ces épreuves étaient inévitables ; il fallait les affronter hardiment. Les dangers que comporterait pour l'économie socialiste le contact avec l'économie capitaliste plus avancée seraient compensés par les avantages décisifs qu'elle retirerait de la division internationale du travail et de l'assimilation des derniers progrès de la technique occidentale. S'il se faisait dans l'isolement, le développement économique de la Russie serait retardé et déséquilibré »[\[18\]](#).

« Le socialisme sera international ou ne sera pas. » Telle était la thèse fondamentale défendue par Trotsky. Faute d'une telle base internationale pour l'édification du socialisme, la Russie pourrait réaliser des progrès économiques à un rythme bien supérieur à ceux que le capitalisme avait jamais pu atteindre mais ils ne manqueraient pas de s'accompagner de déséquilibres chroniques au niveau de l'économie et d'un renforcement incessant des tendances bureaucratiques au niveau de l'Etat.

Lorsque éclata en 1931 la Révolution espagnole, un journaliste américain câbla de Moscou que les dirigeants soviétiques regardaient cette révolution avec une défaveur à peine voilée parce qu'ils considéraient qu'elle « gênerait » le processus d'industrialisation accélérée dans lequel l'U.R.S.S. venait de s'engager. En fait, de nouvelles victoires révolutionnaires non seulement auraient élargi géographiquement la base du socialisme, mais auraient également diminué les possibilités d'intervention et de pression militaires et économiques de l'entourage capitaliste sur le premier État ouvrier. Si les dirigeants bureaucratiques du Kremlin se sentaient effectivement gênés dès 1931 par chaque progrès de la révolution, ce n'est pas que ces progrès nuisaient aux intérêts de l'U.R.S.S., c'est qu'ils nuisaient à leurs intérêts particuliers de caste privilégiée.

On ne peut pas, à ce propos, ne pas évoquer aujourd'hui l'expérience du C.O.M.E.C.O.N. Le drame historique qui a fait que la bureaucratie soviétique, née du reflux de la révolution mondiale, ait survécu au flux révolutionnaire des années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale a malheureusement permis d'observer les méfaits d'une gestion dictée par les intérêts de la bureaucratie non plus dans le cadre d'un État isolé mais dans celui de plusieurs Etats et d'assister à la perversion des principes de la coopération socialiste internationale en fonction des Intérêts d'une bureaucratie dominante.

## IV. Industrialisation et planification

Le débat sur l'industrialisation et la planification en U.R.S.S., de la révolution à 1927, fournit un extraordinaire exemple de la puissance de pensée de Trotsky. Pendant toute cette période, il élaborera et défendra seul, y compris contre Lénine, une conception de la transition au socialisme entièrement confirmée par l'expérience des révolutions qui ont triomphé depuis lors.

### La controverse avec Lénine sur les attributions du Gosplan

Le 22 février 1921, la décision fut prise de créer un organisme chargé de la planification économique : le Gosplan. Le 1er avril, Kzhijanovski en fut nommé président. Entre-temps, le passage à la N.E.P. avait été approuvé et tous les espoirs du parti s'étaient tournés vers la réanimation du marché libre comme moyen de relancer l'activité économique du pays. De ce fait, le Gosplan dont les prérogatives n'avaient pas été précisées n'eut qu'une existence fantomatique.

Dès le 3 mai 1921, Trotsky écrivit à Lénine :

« Malheureusement notre travail continue à se faire sans plan, et sans qu'ait été comprise la nécessité d'un plan. Le Gosplan représente une négation plus ou moins délibérée de la nécessité d'élaborer un plan économique solide et pratique pour le futur Immédiat » [\[19\]](#).

Par la suite, Trotsky ne cessa de revenir à la charge. Constatant la reprise plus rapide de l'agriculture que de l'industrie, et de l'industrie légère que de l'industrie lourde, il montra la fragilité d'une telle reprise. Pour que l'agriculture et l'industrie légère puissent continuer à progresser, expliqua-t-il, il est indispensable que l'industrie lourde se relève rapidement. Pour cela on ne peut compter sur le seul jeu de l'offre et de la demande : il est nécessaire d'avoir un plan d'ensemble pour l'industrie afin de pouvoir rationaliser la production en concentrant les ressources dans les secteurs et les entreprises prioritaires et assurer le meilleur emploi possible des forces productives existantes. Enfin pour qu'un tel plan puisse être élaboré, il faut doter le Gosplan de tous les pouvoirs nécessaires, lui donner mission, après un recensement des ressources disponibles, de fixer des objectifs de production. Il faut soumettre la politique financière à la politique industrielle, tenir une stricte comptabilité : le Plan doit permettre d'épargner le « kopeck socialiste ».

Ces propositions de Trotsky ne furent pas suivies par le bureau politique. L'attitude de Lénine à l'égard de ces problèmes, telle que la décrit Deutscher, apparaît marquée d'un certain dogmatisme. Constatant l'arriération de la Russie, le poids énorme de la paysannerie, le bas niveau de l'industrie, Lénine nia la possibilité d'une planification d'ensemble et soutint qu'elle ne pouvait s'envisager qu'à partir d'un niveau élevé de développement des forces productives. Il considéra que seuls des plans sectoriels étaient possibles, que son plan d'électrification était « le seul travail sérieux sur le sujet » et condamna le « bavardage oiseux au sujet d'un plan d'ensemble ».

Trotsky ne manqua pas de rétorquer qu'il y avait incohérence à vouloir planifier l'électrification sans planifier la production des industries fournissant l'équipement

électrique, qu'il y avait contradiction même entre la propriété d'Etat et l'absence de coordination des diverses entreprises d'Etat. Le plan qu'il réclamait ne visait à se soumettre toute l'économie qu'au terme d'une lutte pour la résorption progressive du marché privé. Pour l'instant, il ne visait que les entreprises d'Etat dont la nationalisation avait fait une sorte d'entreprise unique et qui devaient donc être soumises à une direction unique.

D'octobre à décembre 1922, les positions de Lénine évoluèrent rapidement à l'occasion d'une lutte menée en commun avec Trotsky contre certaines décisions du comité central qui auraient abouti à un relâchement du monopole du commerce extérieur. Dans une lettre au Politburo du 27 décembre, intitulée « Attribution de fonctions législatives au Gosplan », Lénine écrivit :

« Cette idée a été lancée depuis longtemps, je crois, par le camarade Trotsky. Je m'étais prononcé contre... mais après un examen attentif je constate que, dans le fond, il y a là une idée juste, à savoir : la Commission du Plan... dispose en fait du maximum d'éléments pour bien juger les choses... Je pense qu'à l'heure présente, il faut faire un pas vers l'extension de la compétence de la Commission du Plan d'Etat... A cet égard on peut et l'on doit, je pense, accéder au désir du camarade Trotsky »[\[20\]](#).

Le Politburo décida de ne pas publier cette lettre.

## La pensée dialectique de Trotsky et l'empirisme stalinien

Dans son intervention au XIIe Congrès du Parti en avril 1923, Trotsky résuma en quelques phrases le sens de l'offensive à laquelle il appelait le parti dans le cadre de la N.E.P. :

« La N.E.P. est l'arène que nous avons nous-mêmes instituée pour la lutte entre nous-mêmes et le capital privé. Nous l'avons instituée, nous l'avons légalisée et c'est dans son cadre que nous devons mener la lutte sérieusement et pour longtemps ... Sérieusement et pour longtemps, mais pas pour toujours. Nous avons institué la N.E.P. pour la vaincre sur son propre terrain et dans une large mesure par ses propres méthodes. De quelle façon ? En utilisant effectivement les lois de l'économie de marché... et aussi en intervenant par l'intermédiaire de notre industrie d'Etat dans le jeu de ces lois et en étendant systématiquement le domaine de la planification. Nous finirons par étendre la planification à toute l'économie, ce qui aura pour résultat d'absorber et d'abolir tout le marché [...] »[\[21\]](#).

Ainsi, durant toutes ces années, la lutte de Trotsky et de l'opposition de gauche ne fut pas menée contre la N.E.P. mais pour que l'Etat ouvrier intervienne de manière décisive dans le cours du développement économique afin de renforcer davantage le secteur socialiste de l'économie que le secteur capitaliste, et de rendre possible techniquement et économiquement la collectivisation de l'économie agricole. L'expérience ultérieure mit en évidence la justesse de cette conception, à savoir que le développement accéléré de l'industrie selon un plan constitue la condition économique indispensable pour que l'essor des forces productives, dans un régime où l'étatisation des principaux moyens de



production s'accompagne d'une N.E.P., se fasse dans une direction socialiste.

Dans ce cadre le plan englobe tout d'abord l'industrie, dont les succès permettent la collectivisation progressive de l'économie agricole, elle-même condition de la possibilité de l'inclure dans le plan. A cette conception dialectique des rapports de la planification et du marché et de leur lutte incessante, Boukharine et Staline n'opposèrent qu'un raisonnement mécaniste et à courte vue qui après les avoir amenés à refuser la planification de l'industrialisation au nom des principes de la N.E.P., les conduisit à abolir la N.E.P. par décret au nom des plans quinquennaux.

Jusqu'en 1928, Boukharine lia l'expansion économique de la Russie à l'enrichissement individuel des principaux bénéficiaires du marché libre : « nepmen » et koulaks, sans voir que par là même il renforçait les forces hostiles à la poursuite des objectifs socialistes de l'Etat ouvrier. Lorsque cette politique eut amené l'U.R.S.S. au bord de la crise, Staline supprima autoritairement tout échange libre et décréta la collectivisation générale, préalable nécessaire à la planification d'ensemble de l'économie et à son industrialisation précipitée.

Alors que Trotsky avait été qualifié de « super-industrialisateur » pour avoir expliqué que « la somme totale des avantages que nous possédons nous donne, si nous savons nous en servir convenablement, la possibilité de doubler ou de tripler dans les années à venir le coefficient d'expansion industrielle d'avant-guerre (6%) », Staline, en 1930, réclamera un taux de progression annuel de 50%. De même le « Dnieprostroï » dont Trotsky avait étudié et proposé la réalisation et dont Staline avait déclaré qu'il serait aussi utile à la Russie qu'un gramophone à un paysan dépourvu de vache, devint quelques années plus tard une « grande réalisation stalinienne ».

Décidé sans qu'aient été réunies les prémices matérielles indispensables, ce tournant ne pouvait se réaliser que dans un climat de terreur bureaucratique. Couplé, sur le plan international, avec la troisième période d'erreurs sectaires de l'Internationale communiste, il marqua la mort du parti bolchevique et de l'I.C. en tant que forces révolutionnaires.

## Notes

[1] Dans « La Révolution russe », Rosa Luxemburg écrit : « Bien loin d'être une somme de prescriptions toutes faites, qu'on n'aurait qu'à mettre en application, la réalisation pratique du socialisme comme système économique, social et juridique, est une chose qui réside dans le brouillard de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, ce ne sont que quelques grands poteaux indicateurs montrant la direction dans laquelle les mesures à prendre doivent être recherchées, indications d'ailleurs d'un caractère surtout négatif... Ce n'est pas un défaut, c'est au contraire l'avantage du socialisme scientifique sur le socialisme utopique : le système social socialiste ne doit et ne peut être qu'un produit historique né à l'école même de l'expérience, à l'heure des réalisations, de la marche de l'histoire vivante, laquelle, tout comme la nature organique dont en dernière analyse elle est une partie a la bonne habitude de faire naître toujours avec un réel besoin social le moyen de le satisfaire, avec le problème sa solution ». Maspero, Bibliothèque socialiste, p.63. De même, dans « Staline théoricien », Trotsky écrit : « Dans les premières années qui suivirent Octobre, nous étions assez souvent opposés à ces tentatives naïves de chercher chez Marx la réponse aux questions qu'il n'avait même pas pu poser. Lénine me soutenait toujours en cela. Voici deux exemples dont nous avons par hasard le sténogramme : « Nous

nous rendons compte, disait Lénine, que d'après les paroles du camarade Trotsky, nous serons obligés de faire des expériences. Personne au monde n'a encore entrepris une œuvre aussi énorme que celle que nous nous proposons. » (18 mars 1919.) « Quelques mois plus tard, il disait : « Le camarade Trotsky avait parfaitement raison en affirmant que tout cela ne se trouve pas dans les ouvrages que nous considérons comme des œuvres directrices ; cela ne découle d'aucune conception générale socialiste, cela n'est déterminé par aucune expérience, et nous devons tout vérifier par notre propre expérience. » (8 décembre 1919.). Staline essaiera ensuite de trouver dans *Le Capital* des justifications aux différents tournants de sa politique économique.

[2] Lénine. Œuvres complètes, tome 32, p. 245.

[3] L. Trotsky, Ma Vie, Livre de poche, pp. 533-534.

[4] I. Deutscher, Le prophète désarmé, Julliard. p. 23.

[5] L. Trotsky. Ma Vie, Livre de poche, p. 536.

[6] Op. cit.

[7] Lénine, Œuvres Complètes, tome 32, p. 225.

[8] Ibid. tome 33, pp. 90-91.

[9] P. Broué, Le Parti bolchevique, Editions de Minuit.

[10] P. Broué. Ibid.

[11] P. Broué, Le Parti bolchevique. Editions de Minuit.

[12] L. Trotsky, Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?

[13] Plate-forme de l'opposition de gauche, Ed. de la IV Internationale.

[14] Cité par I. Deutscher, Le Prophète désarmé, Ed. Julliard, p. 331.

[15] Cité par E.H. Carr, Socialism in one Country, tome I. p. 258.

[16] P. Broué, Le Parti bolchevique, Ed. de Minuit, pp. 236-241.

[17] Léon Trotsky, Ma Vie, Livre de poche, pp. 587-598

[18] I. Deutscher. Le Prophète désarmé. Ed. Julliard, p. 290

[19] Cité par Deutscher, Le Prophète désarmé, p. 72.

[20] Lénine, Œuvres complètes, tome 36, pp. 611-612.

[21] Cité par Deutscher, Le Prophète désarmé, pp. 145-146.